



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le XXX
[...] (2025) XXX draft

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) .../... DE LA COMMISSION

du XXX

modifiant le règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission en ce qui concerne un mécanisme de réexamen interne afin de donner suite aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2015/128 et à d'autres mises à jour procédurales
PROJET

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

This draft has not been adopted or endorsed by the European Commission. Any views expressed are the preliminary views of the Commission services and may not in any circumstances be regarded as stating an official position of the Commission.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) .../... DE LA COMMISSION

du **XXX**

modifiant le règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission en ce qui concerne un mécanisme de réexamen interne afin de donner suite aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus dans l'affaire ACCC/C/2015/128 et à d'autres mises à jour procédurales **PROJET**

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 108, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne¹, et notamment son article 33,

après consultation du comité consultatif en matière d'aides d'État,

considérant ce qui suit:

- (1) L'Union est partie à la convention de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ci-après la «convention d'Aarhus»). La convention d'Aarhus est mise en œuvre dans l'Union par le règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil². L'article 2, paragraphe 2, point a), du règlement (CE) n° 1367/2006 exclut du champ d'application dudit règlement les actes administratifs, au sens de son article 2, paragraphe 1, point g), adoptés par la Commission dans le domaine de la concurrence. Les décisions de la Commission en matière d'aides d'État concernées par la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité ne peuvent faire l'objet d'une demande de réexamen introduite par des membres du public en vertu de l'article 10 du règlement (CE) n° 1367/2006.
- (2) L'Union doit donner suite aux conclusions du comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus (ci-après l'«ACCC») dans l'affaire ACCC/C/2015/128 portant sur le respect des dispositions. Dans ladite affaire, l'ACCC a estimé que l'Union ne se conformait pas à la convention d'Aarhus en n'offrant pas

■

¹ JO L 248 du 24.9.2015, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2015/1588/OJ>.

² Règlement (CE) n° 1367/2006 du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 concernant l'application aux institutions et organes de l'Union européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (JO L 264 du 25.9.2006, p. 13, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2006/1367/OJ>).

aux membres du public l'accès à des procédures administratives ou judiciaires pour contester les décisions relatives aux mesures d'aides d'État prises par la Commission en vertu de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE pouvant aller à l'encontre du droit de l'environnement de l'UE.

- (3) L'Union prend des mesures pour donner suite aux conclusions de l'ACCC en mettant en place un mécanisme de réexamen interne. Ce mécanisme s'applique aux décisions en matière d'aides d'État clôturant la procédure formelle d'examen prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité, adoptées par la Commission en vertu de l'article 9, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil, et ayant pour base juridique l'article 107, paragraphe 3, point a), point b), première partie (aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun), et points c), d) et e), du traité. Dans ce contexte, l'État membre notifiant doit confirmer que ni l'activité pour laquelle une aide d'État est octroyée, ni l'un des aspects de la mesure d'aide d'État notifiée qui sont indissolublement liés à l'objet de celle-ci, ne vont à l'encontre du droit de l'environnement de l'Union³. Cette confirmation doit être apportée au moyen du formulaire figurant à l'annexe I, partie I, point 6.8, du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission.
- (4) Afin de permettre aux États membres de s'adapter aux nouvelles exigences découlant de ce nouveau mécanisme de réexamen interne, l'obligation pour les États membres de confirmer dans leur notification l'absence de violation du droit de l'environnement de l'UE devrait s'appliquer deux mois après la publication du présent règlement au *Journal officiel de l'Union européenne*.
- (5) Les modalités de la procédure de réexamen interne sont détaillées dans la communication de la Commission [xx] concernant le code de bonnes pratiques pour la conduite des procédures de contrôle des aides d'État⁴.
- (6) Conformément à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission, une augmentation du budget initial d'un régime d'aides n'excédant pas 20 % ne doit pas être considérée comme une modification de l'aide existante. Dans un souci de sécurité juridique, il convient de préciser que la disposition susmentionnée s'applique uniquement aux régimes d'aides autorisés, puisqu'il est possible que d'autres types d'aides existantes, telles que les aides de préadhésion, ne disposent pas d'un budget initial autorisé.
- (7) La Commission devrait simplifier ses formulaires de notification, pour faire suite à l'adoption de communications actualisées concernant les aides d'État à finalité régionale⁵, à la recherche, au développement et à l'innovation⁶, en faveur des réseaux de communication à haut débit⁷, au climat, à la protection de l'environnement et à

³ Voir, entre autres, l'arrêt du 22 mars 1977, Iannelli & Volpi, 74/76, EU:C:1977:51, point 14: «attendu que des modalités d'une aide qui contreviendraient à des dispositions particulières du traité (...) peuvent être à ce point indissolublement liées à l'objet de l'aide qu'il ne serait pas possible de les apprécier isolément, de sorte que leur effet sur la compatibilité ou l'incompatibilité de l'aide dans son ensemble doit alors nécessairement être apprécié à travers la procédure de l'article 93».

⁴ JO C [xx], [xx].

⁵ Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale (JO C 153 du 29.4.2021, p. 1).

⁶ Communication de la Commission – Encadrement des aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation (JO C 414 du 28.10.2022, p. 1).

⁷ Communication de la Commission – Lignes directrices relatives aux aides d'État en faveur des réseaux de communication à haut débit (JO C 36 du 31.1.2023, p. 1).

l'énergie⁸, aux investissements en faveur du financement des risques⁹ et dans le secteur agricole¹⁰ et de la pêche¹¹, ainsi que de la communication actualisée prolongeant les règles en matière d'aides d'État concernant l'aviation¹². Compte tenu de ces modifications, il convient dès lors de modifier le formulaire de notification et les fiches d'information concernant les aides d'État, contenus dans le règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission, de sorte que la Commission puisse recevoir toutes les informations dont elle a besoin pour réaliser son appréciation au regard des règles actualisées applicables aux aides d'État.

- (8) La pratique de la Commission en ce qui concerne l'utilisation de systèmes de notification électronique et les formats pour les rapports annuels a évolué. Il y a donc lieu de modifier l'article 3, paragraphe 3 et l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission de sorte que celle-ci puisse recevoir toutes les informations dont elle a besoin pour réaliser son appréciation au regard des règles en matière d'aides d'État.
- (9) La pratique de la Commission en ce qui concerne la présentation de rapports dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche doit être simplifiée, conformément aux règles générales en la matière. Conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 794/2004 de la Commission, les États membres devraient donc également présenter leurs rapports dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche en suivant les instructions énoncées à l'annexe III.A, dudit règlement.
- (10) La jurisprudence des juridictions de l'Union a précisé davantage la notion de «partie intéressée» au sens de l'article 1^{er}, point h), du règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015¹³. Il convient dès lors de modifier en conséquence le formulaire de dépôt de plaintes qui figure à l'annexe IV du règlement (UE) n° 794/2004.
- (11) Il y a donc lieu de modifier le règlement (UE) n° 794/2004 en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 794/2004 est modifié comme suit:

1. à l'article 1^{er}, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;

-

⁸ Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022 (JO C 80 du 18.2.2022, p. 1).

⁹ Communication de la Commission – Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1).

¹⁰ Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales (JO C 485 du 21.12.2022, p. 1).

¹¹ Communication de la Commission – Lignes directrices pour les aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO C 107 du 23.3.2023, p. 1).

¹² Communication de la Commission prolongeant la période transitoire prévue par les lignes directrices sur les aides d'État aux aéroports et aux compagnies aériennes en ce qui concerne les aéroports régionaux (JO C 244 du 11.7.2023, p. 1).

¹³ Arrêts du 2 septembre 2021, *Ja zum Nürburgring/Commission*, C-647/19 P, EU:C:2021:666, points 56 et 57; du 31 janvier 2023, *Braesch e.a./Commission*, C-284/21 P, EU:C:2023:58, points 59 et 60; du 5 septembre 2024, *PBL et WA/Commission*, C-224/23 P, EU:C:2024:682, points 59 à 72.

2. à l'article 2, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;
3. l'article 3, paragraphe 3, est remplacé par le texte suivant:

«3. Les notifications sont envoyées électroniquement par l'application électronique désignée par la Commission.

Toute correspondance relative à une notification est envoyée électroniquement par le système électronique sécurisé désigné par la Commission.»;
4. l'article 4, paragraphe 1, est modifié comme suit:
 - (a) dans la première phrase, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;
 - (b) dans la deuxième phrase, les termes «régime d'aides existant» sont remplacés par les termes «régime d'aides autorisé»;
5. à l'article 5, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant:

«1. Sans préjudice de toute obligation spécifique supplémentaire de présentation de rapports prévue par une décision conditionnelle adoptée en application de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) 2015/1589, ni du respect de tout engagement pris par l'État membre concerné dans le cadre d'une décision d'autorisation d'aides, les États membres établissent les rapports annuels sur les régimes d'aides existants et les aides individuelles pour chaque année civile ou partie d'année civile au cours de laquelle le régime est applicable, en se fondant sur le formulaire type de présentation des rapports figurant à l'annexe III.A.»;
6. à l'article 7, les termes «article 88, paragraphe 3, du traité» sont remplacés par les termes «article 108, paragraphe 3, du traité» et les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;
7. l'article 8 est modifié comme suit:
 - (a) au paragraphe 1, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;
 - (b) au paragraphe 5, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;
 - (c) au paragraphe 5 *bis*, les termes «article 6 *bis*, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «article 5, paragraphe 6, du règlement (UE) 2015/1589»;
 - (d) au paragraphe 5 *ter*, les termes «article 6 *bis*, paragraphe 7, du règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «article 7, paragraphe 7, du règlement (UE) 2015/1589»;
8. à l'article 9, paragraphe 1, les termes «article 88, paragraphe 3, du traité» sont remplacés par les termes «article 108, paragraphe 3, du traité»;
9. à l'article 11 *bis*, paragraphe 1, les termes «l'article 10, paragraphe 1 et de l'article 20, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «l'article 12, paragraphe 1 et de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2015/1589»;
10. à l'article 11 *ter*, les termes «règlement (CE) n° 659/1999» sont remplacés par les termes «règlement (UE) 2015/1589»;

11. l'annexe I, partie I, est remplacée par le texte figurant à l'annexe I, partie I, du présent règlement;
12. l'annexe I, parties III.1, III.2, III.5, III.6, III.7, III.8, III.12, III.13.B et III.14, est remplacée par le texte figurant à l'annexe I, parties III.1, III.2, III.5, III.6, III.7, III.8, III.12, III.13.B, III.14, du présent règlement;
13. à l'annexe III.A, le titre «Formulaire type de présentation des rapports sur les aides d'État existantes (Formulaire couvrant tous les secteurs à l'exception du secteur agricole)» est remplacé par le titre «Formulaire type de présentation des rapports sur les aides d'État existantes (Formulaire couvrant tous les secteurs)»;
14. les annexes III.B et III.C sont supprimées;
15. l'annexe IV est remplacée par le texte figurant à l'annexe II du présent règlement;
16. l'annexe III du présent règlement est ajoutée en tant qu'annexe V.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

La modification du point 6.8 de l'annexe I, partie I, du règlement (CE) n° 794/2004 figurant à l'article 1^{er}, point 11, du présent règlement s'applique à partir du [*Office des publications: veuillez insérer la date* correspondant à 2 mois] à compter de la publication du présent règlement au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par la Commission
La présidente
[\[...\]](#)